



Centre Europe - Tiers Monde

Centre de recherches et de publications sur les relations entre le Tiers Monde et l'Europe

Rue Amat 6
CH-1202 Genève
Tél. +41 (0)22 731 59 63
Fax +41 (0)22 731 91 52
E-mail: contact@cetim.ch
Site Web: www.cetim.ch

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Conseil des droits de l'homme de l'ONU
40e session

Punto 3 : Dialogue interactif avec
le Rapporteur spécial sur la situation
des défenseurs des droits de l'homme

Declaración oral

Répression des gilets jaunes et régression des droits humains en France

Mr. le Président,

Nous remercions le Rapporteur Spécial M. Michel Forst pour son rapport qui revête une importance particulière en étant dédié au rôle des femmes défenseuses des droits humains, qui sont à ce jour particulièrement et systématiquement marginalisées et discriminées.

Le CETIM est préoccupé pour les fortes turbulences politiques qui secouent la France depuis le début de la mobilisation des « gilets jaunes ». Ce mouvement, qui voit les femmes défenseuses des droits humains à l'avant-garde, est l'expression du sentiment de mal-vivre, de la baisse du pouvoir d'achat, de la dévalorisation des revenus et du travail. Le mouvement demande donc une amélioration des conditions de vie en général et une meilleure protection des droits humains de chacun en particulier.

Le mouvement se heurte en ce moment à la pire recrudescence de violences policières. Face aux diverses contestations et aux revendications, les autorités en place ont fait le choix de répondre par la répression policière et politique, au point de faire régresser les droits humains dans le pays et en fragilisant la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains. Nous remarquons en ce sens nombreuses de préoccupations soulevées par le rapport sont malheureusement partie intégrante du quotidien des défenseurs et défenseuses des droits humains en France.

L'escalade de la répression s'est faite en deux temps. Premièrement, par la répression des mouvements sociaux et des syndicats à la suite des fortes mobilisations et grèves de 2017 en réponse aux réformes du Code du travail. Deuxièmement, sans « changer de cap », lors de la mobilisation des gilets jaunes fin 2018. Plus de 3 000 personnes ont été blessées. Au moins une centaine d'entre elles l'ont été très grièvement – des médecins faisant état de traumatismes qualifiés de « blessures de guerre », dues notamment à des tirs de LBD ou à des éclats de grenade, visant très souvent des manifestant-e-s pacifiques, y compris nombreuses femmes. Plusieurs personnes se trouvent à ce jour dans le coma. Un décompte provisoire – et assurément non exhaustif – enregistre 6 475 interpellations et 5 339 mises en garde à vue. Sur tout le territoire national, plus d'un millier de condamnations ont été prononcées par les tribunaux.

Les revendications des gilets jaunes, en demandant davantage de justice sociale, de respect des droits humains et de démocratie, sont des revendications légitimes face à la violence des mesures néolibérales iniques qui poussent des agriculteurs endettés au suicide, détruit des familles en les privant d'emplois, ou encore plongent dans le désespoir des petits commerçants et artisans croulant sous les charges.

Pour conclure, le CETIM exhorte le Gouvernement français à cesser la répression à l'égard des manifestant-e-s et honorer ses engagements internationaux en matière de droits humains et du droit du travail. Le CETIM demande également au Conseil des droits de l'homme d'activer ses mécanismes appropriés afin de mener une enquête en France sur les violations dont sont victimes les manifestant-e-s pacifiques, et en particulier les femmes.

Pour plus d'information à ce sujet, nous avons soumis une déclaration écrite, sous la cote A/HRC/40/NGO/56.

Merci Monsieur le Président.

Genève, 28 février 2019